

Vent des îles

La victoire de l'opposition aux Iles du Cap-Vert et à São Tomé e Príncipe*

Les îles du Cap-Vert et celles de Sao Tomé e Príncipe, méconnues ou inconnues, viennent pourtant de donner une leçon à l'Afrique noire tout entière. Début 1991, alors que l'attention du monde était portée vers le Koweït, des candidats et partis d'opposition y ont remporté haut-la-main les élections législatives et présidentielles pluralistes organisées par les ex-partis uniques au pouvoir depuis 1975, élections qui ne furent entachées de nulle irrégularité d'ampleur. C'était la première fois qu'un tel cas de figure — alternance politique par la voie des urnes — se produisait en Afrique noire.

On pourrait supposer que les régimes nationalistes radicaux, battus par les nouvelles formations de centre-gauche et centre-droit, étaient terriblement haïs. Qu'ils aient été sanctionnés durement par les électeurs ne fait aucun doute, mais la victoire de l'opposition tient d'une circonstance partiellement inverse : ces régimes furent en réalité des dictatures « modérée » (Cap-Vert) ou plus violente mais faible (São Tomé), où une opinion publique, une « société civile » comme on dit, ont pu survivre et ainsi s'exprimer vigoureusement. Au contraire des deux grands pays lusophones d'Afrique australe (Angola et Mozambique), nulle guerre civile ne les a ravagés. Même si le PAICV (*Partido Africano da Independência de Cabo Verde*) et le MLSTP (*Movimento de Libertação de São Tomé e Príncipe*) font partie de la même génération politique issue de la CONCP (1) que le MPLA d'Angola, le FRELIMO du Mozambique ou le PAIGC de Guinée-Bissau, la situation des deux pays africains lusophones insulaires est très sensiblement différente de celle de leurs frères continentaux.

* Cet article est une version fortement abrégée d'un texte à paraître dans *L'Année africaine 1990-1991*, Bordeaux, CEAN/CREPAO, 1991, auquel je renvoie en particulier pour l'analyse de la période 1974-1988.

La caractéristique insulaire n'est pas que géographique ; elle a aussi un contenu historique et social. S'il est aléatoire de chercher un lien direct entre la vitalité de l'opposition récente et ce contenu, il faut néanmoins souligner qu'il s'agit de deux pays où il n'y a pas de sociétés lignagères, pas d'ethnies, mais des insularismes et des milieux sociaux divers. Dans des circonstances différentes, ce sont deux sociétés où le fait créole (2) est important : capital au Cap-Vert où il détermine l'existence d'une nation — l'une des rares nations dont l'existence ne fait aucun doute en Afrique noire — et d'une *intelligentsia* conséquente ; important à São Tomé où il a structuré le milieu social des *filhos da terra* (fils du pays), bien distinct de celui des *angolares* (3) ou des descendants récents de travailleurs angolais, cap-verdiens ou mozambicains. Les polarisations politiques y suivent, dans ces conditions, des voies différentes de celles du continent. Enfin, on n'oubliera pas que la petitesse est un facteur politique (4).

Cap-Vert : une société postcoloniale en crise

Le PAICV s'est enorgueilli d'avoir créé, malgré tous les reproches qu'on pouvait lui faire, un « pays viable ». Quand on sait qu'en 1975, il se trouva des experts internationaux pour recommander l'évacuation de l'archipel tant la cause semblait, à leurs yeux, désespérée, on ne pourra que partager l'opinion des responsables cap-verdiens. D'un pays accablé par une sécheresse de sept décennies, ne survivant que grâce à une séculaire émigration (341 300 résidents dans l'archipel pour 419 400 émigrés) (5), ils ont fait une nation

(1) La Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises groupait dans les années soixante les organisations anticolonialistes radicales.

(2) Il est important de souligner que, dans les pays issus de l'ancien empire portugais, la notion de créolité n'est pas liée à la couleur de la peau.

(3) Il s'agit de descendants d'Africains évadés d'un navire chaviré en partance pour l'Amérique, au début du XVI^e siècle.

(4) La République de Sao Tomé e Príncipe, située au large du Gabon, est un archipel de deux îles principales, Sao Tomé (854 km²) et Príncipe (110 km²), avec 382 km² de terres cultivées et 108 200 habitants (en 1985). La République des îles du Cap-Vert, située à environ 300 milles à l'Ouest de St-Louis, est un archipel sahélien de neuf îles habitées et quelques îlots (au total 4 033 km² pour environ 345 000 habitants en 1988).

(5) L'émigration cap-verdienne date du siècle dernier, avec une destination américaine ; le XX^e siècle a vu d'abord une destination vers les autres colonies africaines du Portugal et le Sénégal, puis plus récemment vers l'Europe. Il y a environ 90 000 émigrés en Europe (50 000 au Portugal, 10 000 en Hollande et en Italie, 9 à 15 000 en France et de quelques centaines à quelques milliers au Luxembourg, en Espagne, en Suisse, en Belgique, Suède, RFA, Norvège sans oublier des étudiants envoyés en URSS) ; il y a sans doute environ 265 000 émigrés en Amérique (250 000 aux États-Unis, 10 000 au Canada, 3 000 au Brésil et 2 000 en Argentine) et près de 80 000 en Afrique (de 20 à 40 000 en Angola, de 25 à 40 000 au Sénégal, 8 000 à São Tomé, 2 000 en Guinée-Bissau, 1 000 au Mozambique et 200 au Gabon). Outre son aspect économique, l'émigration a une énorme importance culturelle.

indépendante à la vitalité certaine. Les principaux succès sont la scolarisation primaire (plus de 90 %), la santé, la lutte contre l'érosion par l'aménagement des *ribeiras* et une reforestation acharnée ainsi qu'une politique étrangère qui a valu au Cap-Vert d'être certainement l'un des pays les plus aidés au monde, relativement à son nombre d'habitants. Par contre, la réforme agraire est pour beaucoup dans la chute du PAICV, mais plus par son incohérence que par son outrance. D'autres modifications sociales ont aussi miné sa base. Ainsi, la chute du pouvoir d'achat des fonctionnaires dont le nombre avait spectaculairement augmenté depuis l'indépendance.

PAICV : hora di bai (6)

Il y a un aspect « cubain » dans la direction politique cap-verdienne. Issue d'une communauté présente sur plusieurs continents, d'une guérilla faite en Guinée-Bissau et dominée par l'héritage de l'un des plus grands penseurs politiques africains, Amílcar Cabral, elle n'a finalement hérité que d'un petit État insulaire alors que toute sa culture politique est continentale (7).

Stabilité et crise du PAICV

Le PAICV ne connut pas de crise interne grave, comme le MLSTP dès 1974-1975. La première crise survint en 1979, dite des « ministres trotskystes ». La direction dénonça sous cette appellation une sensibilité militante existant au sein du parti et expulsa le ministre de la Santé, Manuel Faustino, et celui des Finances, José Tomaz Veiga (frère de l'actuel Premier ministre, Carlos Veiga, alors nommé directeur national de l'administration publique par le Premier ministre, Pedro Pires). Divers militants, dont le député Eugénio Inocêncio, se retrouvèrent en exil à Lisbonne.

La deuxième crise survint lors du coup d'État de Bissau en novembre 1980, qui mettait fin à l'orientation officielle d'unification des deux États et à l'unité du PAIGC. Cependant, le PAICV étant vite proclamé, cet échec politique majeur eut en fait peu de conséquences sur le plan interne : les deux États, même sous l'autorité conjointe d'un parti identique, s'engageaient sur des voies indé-

(6) *Hora di bai*, « le moment du départ », est un thème fondamental de la sensibilité cap-verdienne, accrochée au drame de l'émigration.

(7) Le poids politique est moral du PAICV au sein de l'Organisation des Cinq,

qui regroupe tous les pays africains de langue officielle portugaise, fut d'ailleurs toujours bien supérieur à l'importance de son État. Sa défaite n'en a que plus choqué ses partenaires, principalement FRELIMO et MPLA.

pendantes, avec des projets de développement économique parfaitement concurrents.

Mais hormis tel ou tel remaniement, la période fut en fait marquée par une grande stabilité gouvernementale, sous la forte autorité du Premier ministre Pedro Pires et du président Aristides Pereira. Cependant, l'aggravation de la situation sociale et le régime même de parti unique provoquaient un isolement croissant de celui-ci.

Les signes de dégradation politique — bien sûr passés sous silence — s'accumulèrent à partir des manifestations lycéennes de Mindelo en 1987. En août 1989 également un incident, significatif, se produisit à l'île de Maio : un voleur fut retrouvé pendu dans sa cellule ; immédiatement, la population attaqua la police qui dut être évacuée sur Santiago... Le 29 septembre, Renato Cardoso fut assassiné, dans des circonstances qui n'ont toujours pas été éclaircies (8). Il était précisément l'un de ces jeunes cadres, un moment proche des « trotskystes » (9), qui souhaitait ardemment le passage au pluralisme. Il avait eu moult problèmes avec l'appareil du parti et n'en était formellement même plus membre en 1989, mais restait un haut cadre du régime, avec l'appui du Premier ministre. Peu de temps avant sa mort, des rumeurs l'avaient accusé de vouloir créer un nouveau parti avec Carlos Veiga et Belmiro Gil, ce dont il s'était défendu énergiquement. Ce qui est important, c'est qu'à Praia où il demeurait comme à Mindelo, sa ville d'origine, toute l'opinion fut persuadée qu'il avait été assassiné pour des motifs politiques.

Bref, les signes de pourrissement s'accumulaient. En février 1990, la direction décida d'un premier pas vers le passage au pluralisme : ce sont les législatives elles-mêmes et non simplement les municipales qui se tiendraient sur le modèle des « groupes de citoyens » pouvant s'opposer au PAICV. Rien n'était encore « daté » — certains disaient 1995... — mais il est vrai que cette prise de position surprit l'opposition naissante qui ne se préparait qu'aux municipales prévues antérieurement. Puis, en avril, il fut décidé que les élections présidentielles auraient lieu au suffrage universel (c'était l'Assemblée qui élisait auparavant le Président). En mai, une loi des « associations politiques » fut votée. Il est tout à fait certain que le PAICV, et Pedro Pires en particulier, ont ainsi cherché à reprendre vigoureusement l'initiative politique. Et ils ont agi habilement. Cependant, il est complètement faux, au vu des résultats des élections, d'écrire que le PAICV se serait fait « harakiri tout seul (puisque) c'est sans aucune pression de la rue (qu'il) déci-

(8) M. Cahen, « Renato Cardoso », *Revista Internacional de Estudos Africanos*, Lisbonne, n° 10, 1990, IICT, pp. 2-4.

(9) Sur le supposé trotskysme de Renato

Cardoso, voir ma brève mise au point : « Trotskysmos sem trotskystas », *Africa*, Lisbonne, 15 novembre 1989, p. 2 (« trotskysmes sans trotskystes »).

« dait en février 1990 de renoncer à son statut du parti unique » (10). Certes il n'y a pas eu, comme sur le continent, d'émeutes populaires (à l'exception de celles de Santo Antão en 1981 liées à la Réforme agraire), mais toute l'analyse précédente montre que c'est bien parce qu'une opinion publique n'a cessé de se manifester que le parti a dû modifier sa ligne. Par ailleurs, le modèle des « groupes de citoyens » maintenait dans un premier temps le parti unique, opposé à un éparpillement de groupes locaux. Enfin, Pedro Pires avouera ensuite : « C'est vrai que nous n'avions pas prévu que nous puissions perdre. »

En outre, tout se fit lentement : l'abrogation de l'article 4 de la Constitution (« le PAICV force politique dirigeante de la société et de l'État ») fut encore refusée en mai 1990 et ne fut votée, avec la loi sur les partis (et non plus seulement associations) politiques, par l'Assemblée qu'en septembre, trois mois avant les élections alors prévues pour décembre. Ce qui n'empêcha pas le PAICV, devenu alors parti comme les autres, de continuer à émarger au budget de l'État comme du temps de l'article 4, donnant à l'opposition l'occasion d'une populaire campagne sur le thème « PAICV, desmame jà » (11).

L'émergence de l'opposition

La première déclaration politique de MDP (*Movimento para a Democracia*) apparut le 14 mars, avant même le vote de la loi sur les associations politiques mais dans un contexte rendant difficile sa répression. Affirmant l'échec généralisé des régimes de parti unique, il refusait la description du PAICV qualifiant le processus en cours de mouvement d'« approfondissement de la démocratie », pour exiger le remplacement pur et simple de la constitution par un autre système. Il refusait le système des « groupes de citoyens » comme piège visant à diviser l'opposition en une multitude de groupes locaux, exigeait la séparation effective des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des élections proportionnelles selon les partis politiques, la dissolution de la Sécurité et la « départidarisation » de l'armée, la liberté syndicale et le droit de grève.

Le MPD n'était cependant pas le premier groupe d'opposition. Deux petits groupes au moins existaient depuis longtemps : L'UPICV (*União para a Independência de Cabo Verde*) qui suivait une orientation vaguement maoïste en 1975 et militait contre l'union avec la Guinée-Bissau. Très divisé mais très hostile au MPD (« parti de la classe qui opprime les exploités »), ce groupe n'eut pratique-

(10) A. Traoré, « Cap-Vert : a mudança (le changement) », Le Courrier ACP-CE, Bruxelles, n° 127, mai-juin 1991, p. 10.

(11) *Desmamar* est un mot non présent

dans le dictionnaire qu'on peut traduire par « arrêter de têter ». Donc « PAICV, stop aux subventions de l'État ».

ment aucun rôle en 1991, à part la diffusion d'un bulletin aux étonnants accents de négritude par une de ses fractions, L'UPICV-R de José Leitão da Graça. Un groupe plus important, l'UCID (*União Caboverdiana Independente para a Democracia*), créé en 1977, était surtout implanté dans la communauté aux États-Unis où il était dirigé par John Wahnnon de C. Veiga qui y avait émigré en 1962 et qui n'était autre qu'un frère de Carlos Alberto Wahnnon de C. Veiga (en abrégé Carlos Veiga), le dirigeant du MPD. Mais ni l'UCID, ni l'UPICV-R ne réussirent à respecter les conditions de présentation des candidats.

La polarisation autour du MPD n'en fut donc que plus accentuée (12). Le poids de l'Église catholique fut déterminant également comme facteur national de coalition de mécontentements qui avaient des origines bien hétérogènes. Dès 1975, le PAICV avait cependant cessé de l'importuner. Mais il avait fait passer une loi légalisant l'avortement à laquelle l'Église s'était violemment opposée (échouant toutefois dans sa tentative d'organiser des manifestations de rue). Cependant, la propre politique du PAICV renforça la capacité agglutinante de l'église. En effet, le seul journal d'opposition toléré avait été *Terra Nova*, journal catholique. C'était habile dans la mesure où cela « dépolitisait » et donc délégitimait l'opposition, mais surtout suicidaire dans la mesure où cela donna à l'Église une force d'expression politique qu'elle n'avait jamais eue.

Enfin, évidemment, l'aspiration principale de la population était de chasser le parti unique arrogant et paternaliste, l'aspiration à la démocratie pluraliste : le MPD symbolisait cela, même si son programme économique n'avait strictement rien d'original. Et il le symbolisa d'autant mieux qu'il fut composé de brillantes personnalités, connues et populaires sur l'archipel. Carlos Veiga dirigeait le plus important cabinet d'avocats de l'archipel et était le seul député indépendant depuis 1985. On y retrouvait quelques cadres de la même génération que les dirigeants du PAICV mais ayant toujours refusé de collaborer et surtout des cadres de 35 à 45 ans qui étaient étudiants au Portugal vers 1970, militants clandestins du PAIGC et dont certains appartinrent à ce qui fut ensuite appelé le « trotskysme cap-verdien ».

Mais le MPD a aussi agrégé des cadres encore plus jeunes, moins touchés par les mouvements issus de mai 68 en France et mai 69 au Portugal et par l'extrême-gauche en découlant, plus libéraux, comme Gustavo Araujo, Eurico Monteiro et Rui Figueiredo. Ces « cadets » firent aussi leurs études au Portugal, mais entrèrent dans des sociétés privées, ne se considérant à aucun moment comme militants professionnels.

(12) Quelques autres petits groupes (*União Social-Democrata para o Desenvolvimento* de Jorge Querido et *Associação Cívica*

Cristã de S. Vicente par exemple) appuyèrent le MPD.

Il ne fait donc aucun doute que la ligne de ralliement autour du MPD s'est produite autour de la démocratie libérale et absolument pas sur un projet de transformation sociale. Mais ce qu'il est très important de souligner, c'est que le MPD a réussi à promouvoir la génération succédant immédiatement à celle de la guérilla, génération que le PAICV a été incapable d'intégrer à quelques exceptions près. Il ne s'agit pas de simples divergences d'opinions, ni même d'un conflit de générations, mais bien de l'avènement d'une autre culture politique. En contraste, le PAICV ne put remplir ses listes de candidats à la députation que par des hommes de l'appareil, anciens guérilleros souvent, formés à l'époque où le nationalisme subissait l'influence des PC stalinisés ou du maoïsme. De ce point de vue, le MPD et le PCD santoméen sont nettement différents, ce dernier ayant été soutenu par les jeunes mais ne les ayant guère intégrés.

La déroute du PAICV

Dès septembre 1990, l'opposition eut le vent en poupe et réussit à imposer le report des élections à début 1991 et la tenue des législatives avant les présidentielles (le MPD tenait à cet ordre pour que les députés puissent définir les pouvoirs présidentiels, en les réduisant, avant l'élection). Le PAICV réussit quelques beaux meetings (y compris à Mindelo), mais le raz-de-marée de l'opposition s'amplifiait. Le 13 novembre, le président Aristides Pereira (qui avait entre temps abandonné la direction du parti), annonça qu'il se représentait, pour devenir le « président de tous les Cap-Verdiens ». Le MPD appuya alors la candidature indépendante d'Antonio Mascarenhas Monteiro, très connu également puisqu'il était encore peu de temps auparavant président du Tribunal suprême de justice ; à la différence de Carlos Veiga, il avait cependant toujours refusé de se présenter comme indépendant sur les listes du PAICV.

Le 13 janvier 1991, 125 402 inscrits réussirent à voter, soit un taux d'abstention de 24,8 %. Ce taux est faible, car nombre d'électeurs inscrits ne trouvèrent pas le bureau de vote où ils devaient voter, marchant parfois toute la journée de localité en localité. Le MPD réunit 61,6 % des votants et le PAICV 32,3 %. En pratique, le PAICV subit des défaites cuisantes dans les îles de plus grandes importances démographiques agricoles et urbaines (28 % à Santiago, 19,8 % à S. Vincente, 20,4 % à Santo Antão où il n'obtint aucun des dix sièges de députés, 30,8 % à S. Nicolau). Il n'approcha ou n'obtint la majorité que dans les petites îles, dont Aristides Pereira et Pedro Pires étaient originaires : Brava et Fogo (44,8 % et 62,2 %), ou celles de plus faible population à l'économie très précaire : Maio (54,4 %), Boa Vista (65,9 %), Sal (53,3 %),

là où l'on dépend de l'État pour vivre. Dans l'émigration, il remporta les élections en Afrique et en Amérique et fut battu en Europe, mais avec chaque fois un nombre d'inscrits ridiculement faible par rapport aux communautés immigrées (857 inscrits pour environ 260 000 émigrants en Amérique par exemple). Le MPD remporta 56 des 79 sièges, c'est-à-dire plus que la majorité des deux tiers lui permettant de modifier à sa guise la Constitution. Pedro Pires refusa de gérer les affaires courantes et démissionna dès le lendemain, interdisant à tout militant du PAICV de collaborer avec le MPD.

Malgré des pressions pour l'amener à ne pas se représenter, Aristides Pereira, maintenant « indépendant » mais soutenu par le PAICV, décida d'aller à la bataille, pariant sur un hypothétique désir d'équilibre des forces chez les Cap-Verdiens. La campagne fut marquée par un bas niveau et l'absence de toute considération programmatique. L'abstention fut beaucoup plus importante le 17 février que le 13 janvier (98 039 votants, soit 38,9 % d'abstention). Cela montre bien l'aspect de vote « contre » de ces élections : le PAICV étant déjà battu (et, sans doute aussi, Aristides Pereira étant resté un peu plus populaire que Pedro Pires), il était moins indispensable de voter. Ni A. Pereira ni A. Mascarenhas ne retrouvèrent le nombre de voix du PAICV et du MPD. Néanmoins, en pourcentage des votants, l'écart s'accrut : A. Mascarenhas infligea une défaite humiliante à A. Pereira par 72,6 % contre 26,2 % (13). Cela signifie que la démobilisation a surtout touché ceux qui avaient soutenu (ou avaient été amenés à soutenir) l'ex-parti unique en janvier : il n'y a eu nul sursaut (14).

En revanche, nulle scission comparable à celle entre les *angolares* et les *filhos da terra* de São Tomé ne semble pouvoir être discernée. Par exemple, même si le thème est totalement tabou, il y a une question noire à Santiago, où le métissage est moins prononcé qu'à S. Vicente ou Santo Antão, conséquence lointaine de l'esclavage et des *latifundios*. De grands propriétaires ont même cherché à utiliser cette sensibilité pour dresser la population de l'île contre les métis du gouvernement presque tous originaires de S. Vicente (15). Aucune conséquence politique de cette situation ne semble émerger pour l'instant. En fait, PAICV comme MPD sont issus exactement du même milieu sociologique. Ce sont les trajectoires personnelles et les cultures politiques qui divergent. Certains ont souligné que Carlos Veiga est issu des anciennes familles juives métisses cap-verdiennes. Mais cela n'a rien d'original, ces communautés juives ayant été nombreuses dans l'archipel et en Guinée-

(13) Non compris les résultats de l'émigration.

(14) Données statistiques transmises par le CIDAC, Lisbonne.

(15) Entrevue avec Renato Cardoso, août 1989, Praia.

Bissau. Du reste, le président Aristides Pereira est descendant des mêmes anciennes judaïtes créoles. On ne trouvera aucune nuance de ce côté.

L'aspiration cap-verdienne à la démocratie s'est donc fortement exprimée. L'emblème de la « compétence au gouvernement » avancé par le MPD sera cependant loin d'être suffisant pour régler les problèmes. Il n'y avait plus de divergences de fond sur la politique économique. Le MPD sera sans doute plus attentif à l'émigration, prenant des mesures pour lui assurer un poids politique plus important. Il accélèrera le tournant libéral, notamment en matière touristique et bancaire. Il intensifiera le crédit agricole comme ersatz de réforme agraire. Comme à São Tomé, la désillusion risque cependant d'être rapide : cela ne permettra pas au PAICV de revenir au pouvoir, mais il est probable que le taux d'abstention aux prochaines municipales sera important, malgré les enjeux locaux. Par ailleurs, le soutien de l'Église catholique est une bombe à retardement : celle-ci exige un référendum sur l'avortement, qui serait une première en Afrique. Or l'un des principaux défenseurs de la loi sur l'avortement n'avait été autre que le député Carlos Veiga, Premier ministre et dirigeant du MDP. L'accord pourra se faire éventuellement sur un ample débat public au nom de la démocratie. Pour le reste... le Cap-Vert n'a pas fini de faire parler de lui. Et São Tomé e Príncipe ?

São Tomé e Príncipe, héritage colonial et blocage agraire

On ne peut rien comprendre à São Tomé sans revenir à l'histoire du cacao... Après l'occupation du sud super-humide des *Angolares* en 1874, d'immenses domaines y furent formés, mais dans le centre et le nord, un même processus s'accéléra après l'explosion cacaoyère du début du XX^e siècle. Les *roças* passèrent successivement des petits et moyens propriétaires à de grands propriétaires encore souvent santoméens, eux-mêmes ensuite évincés par les entreprises européennes. La fin de la période coloniale trouva donc l'archipel pratiquement dans le même état de monoculture qu'en 1900 (16), avec des *roças* loin d'être toujours bien entretenues et propriété exclusive d'Européens habitués à une main-d'œuvre très bon marché et étrangère, avec une population locale fort réticente, pour des raisons de tradition et de dignité, à y travailler. Or, à l'indépendance (12 juillet 1975), non seulement la quasi-totalité des Portugais (propriétaires et cadres techniques des *roças*, fonctionnaires,

(16) F. M. de Carvalho Rodrigues, *S. Tomé e Príncipe sob o ponto de vista agrícola*, Lisbonne, Junta de Investigações Cien-

tíficas do Ultramar, 1974, 180p+20p. photos + 1 vol. cartes, coll. « Estudos, Ensaios e Documentos » n° 130-130-A.

commerçants) mais aussi une large partie des 15 000 Angolais, Mozambicains et même des Cap-Verdiens alors présents quittèrent le pays.

La politique économique du MLSTP

Il ne fait aucun doute que l'héritage colonial était particulièrement lourd. A cela, il faut ajouter qu'à la différence des îles du Cap-Vert, la diaspora santoméenne a toujours été minime et de faible expression économique.

Le MLSTP répondit à cette situation par une vigoureuse politique de « centralisme techno-bureaucratique ». Aucune tentative ne fut faite pour diviser les *roças* en petites exploitations privées ou petites coopératives évoluant partiellement vers la polyculture. Cela aurait pu permettre de créer une base matérielle pour le maintien dans le pays des travailleurs étrangers et pour attirer une partie des *filhos da terra* et surtout des *angolares*. Il est vrai que, ce faisant, l'essentiel de la base productive du pays aurait échappé aux *filhos da terra*, ce qui était probablement inadmissible pour le MLSTP. Dès septembre 1975, le nouveau gouvernement nationalisa toutes les entreprises agricoles de plus de 200 hectares (90 % du potentiel agricole) et, loin de les diviser en petites unités, les regroupa en 22 puis, quelques années plus tard, en 15 entreprises étatiques. Bien sûr, ceci fut couvert par un discours radical et trop souvent interprété à l'étranger comme la preuve du « marxisme » du MLSTP. En réalité, il s'agissait d'un classique modèle technocratique de développement, par grosses unités « modernes ».

Mais ce fut bien le programme économique adopté en 1975 qui fut responsable du désastre. Le « programme d'action » du gouvernement avait quatre dimensions : développer les cultures alimentaires, l'élevage et la pêche ; maintenir le potentiel productif des cultures d'exportation ; créer un secteur agro-industriel ; mettre en place les « moyens de transports et de communication pour rompre l'isolement du pays ». C'était presque un modèle du genre ! Bien sûr, on voulait développer les cultures alimentaires mais comme en même temps on voulait « maintenir le potentiel » des *roças*, fardeau gigantesque vu la pénurie de cadres, la dépendance envers les transports et circuits de commercialisation étrangers et relativement au faible PIB hors cacao, cela signifiait en pratique que c'était la priorité ! La création du secteur « agro-industriel » montrait bien la priorité aux solutions technocratiques : usine et non artisanat, et donc usines d'État sur emprunts étrangers étant donné la faiblesse de l'accumulation locale ; cette orientation fut à l'origine des quelques « éléphants blancs » du régime. Enfin, la priorité au cacao supposant des transports coûteux (maintien en mer des cargos pour leur chargement par chaloupes), on planifiait le sempiternel « port

en eaux profondes » et l'« aéroport international ». La priorité au cacao impliquait l'aide étrangère, mais celle-ci imposa également le maintien de cette priorité, pour d'évidentes raisons de « dégagement de devises convertibles » (17). Cela apparut très clairement au cours de la crise ouverte en 1981 et dont le pays n'est toujours pas sorti.

Le blocage agricole

A partir de 1983, les entreprises vécurent d'avances du Trésor. Dès 1982, les importations alimentaires furent fortement réduites afin de maintenir celles des biens d'équipement (secteur « agro-industriel » et cacao), dans un contexte où le déficit de la balance des paiements était grandement constitué par les importations de services, c'est-à-dire pour 80 % par les frais de transport. Le cacao créait sa propre dynamique de dépendance. Par ailleurs, le gouvernement ne pouvait guère profiter des quelques opportunités du marché mondial pour compenser la chute de sa production cacaoyère : en effet, la constitution du secteur industriel s'était faite en partie par le biais d'« accords de compensation » avec la RDA, l'URSS et la Chine, consistant en la livraison de quantités fixes (18). Néanmoins, la priorité aux *roças* fut maintenue.

Mais désormais, cela ne se ferait plus sous la gestion de l'État. La Banque mondiale conditionnait un prêt de dix millions de dollars au passage des *roças* en régime de concession privée. Ce processus devait être achevé dès 1986, accompagné de la possibilité d'importations directes par les commerçants et de la privatisation hôtelière (avec capitaux sud-africains) notamment. A partir de juillet 1985, chaque travailleur d'une entreprise agricole d'État eut le droit de recevoir 0,25 ha en usufruit près de son lieu de travail. La direction prise, très nettement libérale (19), ne fut pas remise en cause malgré certaines réticences des quelques cadres les plus pro-soviétiques. En 1986, le gouvernement annonça son intention de rejoindre l'UDEAC et la Zone franc, avec l'appui enthousiaste d'Omar Bongo. Cependant, il se produisit un phénomène presque « sociologique » qui, en pratique, retarda considérablement le tour-

(17) ...et malgré la grande fragilité du cacao face à l'irrégularité des pluies qui se manifesta à partir de 1982.

(18) L'accord le plus lourd était celui avec la RDA (1 500 tonnes), en amortissement d'une fabrique de céramique voulue par le président Pinto da Costa contre l'avis de son Premier ministre, M. Trovoada. A ce principal « éléphant blanc » du pays, on peut rajouter l'usine de bière Rosema (également

RDA) et une usine de confection (Água grande) privant tout le quartier de S. Marçal de son eau canalisée... *Africa Confidential*, Lisbonne, n° 29, 15 octobre 1988.

(19) ...en matière économique bien sûr ; dans le même temps, la police politique (*Direcção Nacional de Segurança*) se renforce avec l'aide inévitable de quatre experts cubains et soviétiques.

nant : l'incapacité redoutable de la bureaucratie santoméenne à traiter le moindre dossier.

Je crois qu'il n'est pas faux de dire que São Tomé fut, à partir de 1987, au bord d'un processus « équato-guinéen » d'implosion. Le ravitaillement alimentaire était totalement dépendant des dons de la Suède et — Zone franc oblige — de la France. L'organisation économique et administrative du pays était qualifiée de « chaotique ». Le Président n'apparaissait plus en public depuis des mois, les traditionnels meetings du 12 juillet et 30 septembre ne se faisaient plus. Seul le contingent de troupes angolaises haï par la population restait bien organisé ! Cette incapacité administrative entraîna aussi des contradictions avec le FMI et la Banque mondiale : ces institutions conditionnaient un crédit de 55 millions de dollars à l'acceptation par São Tomé que tout investissement ou emprunt de plus de 500 000 dollars lui soit préalablement soumis pour autorisation. Or, pour assurer le succès de la visite du Premier ministre portugais, Cavaco Silva, le gouvernement accepta son offre d'une aide d'urgence en échange d'une entrée en force de capitaux portugais dans des secteurs les plus divers. Cela entraîna la démission du ministre des Finances, Téotonio Torres.

Les racines du tournant politique

Il est de mode de considérer que les tournants libéraux en matière économique sont la cause de la libéralisation politique. Or rien n'est plus faux. De sanglants régimes dictatoriaux ont eu des politiques économiques ultra-libérales. A São Tomé, ce tournant commença dans un climat de répression politique renforcée. Là comme aux Iles du Cap-Vert, auxquelles on peut ajouter le Mozambique (qui prend des mesures de libéralisation économique également à partir de 1984-1985) et un peu plus tard l'Angola, le tournant se produit à un moment où les équipes dirigeantes n'ont aucunement l'intention de renoncer à leur caractère de parti unique.

L'histoire de MLSTP montre pourquoi le président Pinto da Costa n'avait pas d'autre solution que l'adoption du pluralisme politique. Le CLSTP (*Comité de Libertação de São Tomé e Príncipe*) fut formé en 1960 au Ghana ; il participa en 1961 à la création de la CONCP, puis fut reconnu en 1962 par l'OUA. Après le coup d'État militaire du 24 février 1966 au Ghana, le comité partit pour Brazzaville, puis Santa Isabel et enfin Libreville. En 1972, un congrès réunissant la direction et les résidents en Guinée équatoriale, au Gabon et dans d'autres pays voisins transforma le comité en Mouvement (MLSTP), avec Manuel Pinto da Costa comme secrétaire général (20). Un tel parcours africain peut déjà éveiller l'attention quant à la caractérisation politique d'un mouvement qui, de surcroît, ne mena nulle guérilla et bien peu d'action politique clan-

destine intérieure avec les processus classiques de radicalisation que cela entraîne.

En revanche, il est certain que le MLSTP fut pris dans le tourbillon révolutionnaire issu de la radicalisation portugaise et des victoires nationalistes dans les autres colonies. Dès septembre 1974, les grèves se multiplient à São Tomé et meetings et manifestations se succèdent, organisés par l'*Associação Cívica pró-MLSTP*.

Divers incidents entraînent l'expulsion de deux ministres (21) et de deux des trois membres du bureau politique encore à Libreville (22), et une sévère limitation de l'autonomie de la base militante de l'association civique. Dès le 21 mars 1975, seuls n'étaient plus autorisés que les meetings acceptés par le Premier ministre du gouvernement de transition (23)... Cette fracture entre anciens « civiques » et la direction devait se maintenir, avec des expressions politiques variables, les premiers épousant parfois des positions radicales (soutenant donc la fraction pro-soviétique de la direction), ou de plus en plus souvent libérales (mais anti-portugaises). Néanmoins, c'est sans problème majeur que le président Pinto da Costa forma le premier gouvernement de l'État indépendant, avec Miguel Trovoada comme Premier ministre.

Ce dernier conserva cette charge, parfois cumulée avec d'autres, jusqu'en avril 1979. Les désaccords s'accumulèrent avec le Président, autour de la question des « éléphants blancs ». Comme ceux-ci concernaient des accords avec les pays de l'Est, Miguel Trovoada fut naturellement accusé d'être un élément pro-occidental. Pinto da Costa supprima alors la charge de Premier ministre et dirigea lui-même le gouvernement. Emprisonné plusieurs mois sans procès, Miguel Trovoada s'exila ensuite à Paris.

Proportionnellement à sa petite taille, Sao Tomé était vers 1985 certainement le pays africain de langue officielle portugaise ayant le plus grand nombre de figures importantes du régime entrées en dissidence et vivant à l'étranger, ou confinées dans le pays à des tâches subalternes. Au printemps 1985, l'un deux, Carlos Graça accepta de rencontrer Pinto da Costa lors d'une visite de celui-ci au Gabon. On parla de plus en plus de retrait des troupes angolaises. Début 1985, des ministres « radicaux » furent écartés et, en octobre 1985, divers « modérés » intégrés. Début mai 1986, Carlos

(20) ...et Leonel d'Alva comme secrétaire adjoint, Carlos Dias da Graça à la Culture et à la Formation, Manuel Guadalupe aux Affaires sociales et aux Finances, José Fret à l'Information et Miguel Trovoada aux Relations extérieures.

(21) Gastao Torres (Justice et Travail) et Pedro Umbelina (Communication sociale).

(22) João Guadalupe Veigas de Ceita (l'un des futurs candidats d'opposition), Antó-

nio Pires dos Santos ; le troisième membre qui rentra à S. Tomé n'est autre que Miguel Trovoada, actuel Président.

(23) ...c'est-à-dire Leonel d'Alva, dirigeant du parti d'opposition victorieux aux élections du 20 janvier 1991 et président de l'Assemblée nationale. Sur ces incidents, voir notamment Carlos Benigno da Cruz, *S. Tomé e Príncipe, do colonialismo à independência*, Lisbonne, Moraes Editoras, 1975, p. 164.

Graça annonça qu'il démissionnait de sa charge de président du FNRSTP (*Frente Nacional de Resistência de São Tomé e príncipe*), un groupe d'opposition présent au Gabon et à Lisbonne, préparant ainsi son retour. De son côté le président Pinto da Costa réussit un voyage aux États-Unis en octobre 1986 et le MLSTP fit acte de candidature à l'Internationale socialiste. Il ne put en être membre bien qu'il argumentât que l'opposition était tolérée puis il chercha à tourner la difficulté en proclamant l'institutionnalisation de trois tendances, partis (marxiste, social-démocrate, libéral) au sein du parti unique ! A la fin 1987, la charge de Premier ministre fut recréée, attribuée à Celestino Costa et non à Carlos Graça rentré au pays, à cause de l'opposition angolaise. On lui offrit cependant significativement les Affaires étrangères.

C'est dans ces conditions qu'à sa conférence des 4-5 décembre 1989, le MLSTP décida le passage au pluralisme malgré l'opposition de l'Angola, de Cuba et du... Gabon, devenant ainsi le premier des cinq pays africains lusophones à faire le pas.

Les élections de janvier et mars 1991

Le 24 mars 1990, un GR (Groupe de réflexion) se forma avant même le vote de la loi sur les partis politiques, constitué d'anciens « civiques » mais aussi d'autres venus des diverses étapes de la crise du MLSTP. Liés à Miguel Trovoada et Leonel d'Alva, ce GR polarisa immédiatement l'opposition naissante, les autres groupuscules disparaissant ou étant instrumentalisés par le pouvoir (comme le FNRSTP-R). Un clair avertissement à ce dernier furent les manifestations populaires lors du retour, en mai 1990, de Miguel Trovoada qui ouvrit rapidement le siège de sa candidature. Un autre échec pour le MLSTP fut le référendum sur le multipartisme qu'il organisa en août 1990 pour tenter de reprendre l'initiative. Il est vrai qu'il réussit à diviser l'opposition puisque le GR appela à voter oui tandis que M. Trovoada appelait au boycottage. Outre l'impréparation technique (51 000 titulaires d'une carte d'électeurs seulement pour 120 000 habitants), le référendum connut une forte abstention. Pire, au retour d'un voyage en Europe, une foule « énorme » vint accueillir Trovoada alors qu'un meeting du MLSTP quelques jours auparavant n'avait réuni que quelques centaines de partisans. Le mouvement social s'animait, avec un essor de grèves, en novembre et décembre revendiquant des augmentations salariales de 300 %. Lors de la 3^e assemblée du MLSTP des 15-16 octobre 1991, seuls quinze membres de l'ancienne direction furent réélus et vingt-quatre évincés lors de l'accession de Carlos Graça au secrétariat général ; mais c'est à l'unanimité que l'assemblée décida du nom de MLSTP-*Partido social-democrata* (24). Il s'agissait plus de manoeuvres désespérées que d'une rénovation. En

effet, quand le président Pinto da Costa annonça qu'il ne briguerait pas le renouvellement de son mandat, il est extraordinaire de constater que ce parti fut absolument incapable de surmonter son climat interne délétère de divisions pour désigner un autre candidat. Dans ces conditions, les élections législatives s'annonçaient mal, face à l'essor fulgurant du *Partido da Convergência Democrática-Grupo de Reflexão* (Parti de la convergence démocratique-GR) formé les 3-4 novembre 1990 sous la direction de Daniel Daio et Leonel d'Alva.

Le 20 janvier 1991, celui-ci écrasa le MLSTP et les deux autres groupuscules d'opposition qui s'étaient présentés, par 54,4 % des voix contre 30,5 % au MLSTP et 6,5 % à deux groupuscules : sur 55 sièges, il en rafla 33, en laissant 21 au MLSTP, 1 au CODO (*Coligação Democrática*) et aucun au *Frente Democrática Cristã*. Il est intéressant de constater que le MLSTP ne « sauva les meubles » que dans les régions de Lomba, Lobata et Caué, c'est-à-dire surtout les zones d'habitat des *Angolares*, éternels marginaux de l'État. Il ne remporta les élections que dans la petite île de Príncipe (quatre députés contre un au PCD-GR). En prenant le risque de simplifier, il apparaît que le MLSTP-PSD fut le plus battu au coeur de sa propre base sociale traditionnelle, les *filhos da terra* des régions de Mezoxi (19 % des voix), et Cantalago (17 %) et, moins nettement, de Aguagrande (29 %). Inversement, cela souligne le véritable mouvement de fond que le PCD-GR a constitué chez les *filhos da terra*, mais seulement chez eux. Il ne s'agit nullement d'une opposition ethnique, mais du basculement d'une communauté au profit d'un nouveau parti, les segments de la population les plus en marge des évolutions restant, par inhérence conservatrice mais donc fragilement, plus fidèles au « parti du pouvoir ».

Daniel Daio devint Premier ministre et Leonel d'Alva président de l'Assemblée nationale. L'épreuve de force commença immédiatement avec le président Pinto da Costa, des crédits de voyages à l'étranger lui étant refusés. Bien que celui-ci ait officiellement cessé son mandat quelques mois plus tôt, il avait été tacitement maintenu jusqu'aux élections présidentielles du 3 mars. Or dès les élections présidentielles passées, mais avant même l'investiture de Miguel Trovoada, l'Assemblée vota immédiatement la fin de son mandat, nommant Leonel d'Alva président intérimaire.

Les élections présidentielles s'annonçaient avec trois candidats, tous de l'opposition : Miguel Trovoada, Afonso dos Santos (l'ex-dirigeant du FNRSTP-R) et João Vieiga Guadalupe de Ceita. Ce

(24) Attention ! la désignation « social-démocrate » n'a pas désigné un pas de plus vers l'Internationale socialiste, mais à l'inverse vers le PSD portugais, parti de droite alors au pouvoir dont le MLSTP s'était rappro-

ché, sans doute déçu de la lenteur de son processus d'adhésion à l'IS. A l'inverse, la candidature de Miguel Trovoada, qualifié de centre-droit, fut soutenu par le parti socialiste portugais...

dernier était un des fondateurs du GR mais avait absolument refusé le soutien à Trovoada, haï depuis l'époque de la transition ; il accusa M. Trovoada d'avoir détourné les dix millions de dollars de la BADEA entre 1975 et 1979... La confirmation du refus de Pinto da Costa de se présenter enleva tout enjeu au scrutin d'autant plus que les deux autres « petits » candidats se retirèrent. Miguel Trovoada fut élu, sur fond de fort abstentionnisme (35 % des 52 610 électeurs), par 81 % des voix.

Il est bien évident que la population n'a pas voté pour un programme. Du reste, de programme, il en fut peu question et il n'y avait aucune divergence de fond entre MLSTP et PCD quant au programme économique. Miguel Trovoada avança l'urgence de la reprise des négociations avec le FMI qui avait suspendu le plan d'ajustement structurel de São Tomé et donc tous les crédits en découlant (entraînant en pratique également le gel des crédits de la BAD, de la BADEA, de l'OPEC et de la CEE...) et la nécessité de mesures drastiques « ayant un impact négatif sur la population et que pour des motifs électoralistes le gouvernement antérieur n'avait pas prises »...

Il n'en reste pas moins que les *filhos da terra* ont chassé le parti unique, ne lui étant nullement gré d'avoir décidé le passage au pluralisme. Ils ont chassé une équipe, mais ce point doit être nuancé. En effet, si Miguel Trovoada est apparu comme le candidat de la jeunesse, s'il a été appuyé par les anciens « civiques » qui lui ont donné quelques ministres, l'essentiel de ceux qui reviennent au pouvoir sont, à l'inverse du cas cap-verdien, tous d'anciens ministres du MLSTP de 1975 à 1985. Daniel Daio lui-même, démissionnaire en 1981, avait à nouveau obtenu le poste de secrétaire général de l'économie et des finances en janvier 1990. On ne peut donc pas dire qu'une nouvelle génération ou une nouvelle culture politique accèdent au pouvoir ; c'est l'addition des diverses crises passées du MLSTP, voire des brouilles personnelles, qui provoquent la scission au sein de l'élite créole. Celle-ci se produit à l'avantage du PCD qui a presque réussi ce que voulait le MLSTP en amorçant son virage en 1985 : réunifier l'élite (25).

Tout cela est lourd d'instabilité pour l'avenir. Il n'est pas besoin d'être devin pour penser que l'application stricte et compétente du plan d'ajustement structurel provoquera désillusion et colère dans la population. Du moins celle-ci aura-t-elle gagné le droit au pluralisme pour tenter de se défendre.

Michel Cahen
CNRS-CEAN
Juin 1991

(25) On peut émettre les plus grands doutes sur la capacité du MLSTP à survivre jusqu'aux prochaines élections de 1995 (législatives) et 1996 (présidentielle).